

L'Etat reprend un peu d'oseille sans se préoccuper de l'avenir

Communiqué de presse

jeudi 30 juillet 2015

Le jour même où Orange annonçait de bons résultats financiers pour le 1er semestre 2015, Bpifrance cédait 1,8% de son capital.

Après une première vente de 1,9% d'Orange en octobre 2014, la banque publique d'investissement qui détient une partie des participations de l'Etat espérait, selon les agences de presse, 801 millions d'€ de cette nouvelle cession.

Ces recettes abonderont sans doute les cadeaux sans contrepartie du gouvernement à des employeurs ... qui ne sont jamais rassasiés.

Sud s'inquiète du désengagement progressif de l'Etat dans le groupe Orange et de son irresponsabilité pour l'avenir des télécommunications.

Même si l'Etat, avec un peu plus de 21% du capital, reste aujourd'hui le premier actionnaire du groupe, cette nouvelle cession fait la démonstration d'un intérêt essentiellement financier pour sa participation à la gouvernance du groupe.

L'avenir des télécommunications et d'un opérateur engagé dans le développement des technologies de demain mérite mieux que des petits intérêts de trésorerie.

Cela n'est pas compatible avec un développement socialement utile du secteur des télécommunications.

Sud dénonce le double discours d'un gouvernement qui affiche la volonté d'une stratégie d'investissements massifs dans les communications de demain mais vend les «bijoux de famille» pour de petits intérêts comptables .

Au moment où 5000 emplois ont été détruits depuis juin 2014 et où les citoyens sont dans l'attente d'accéder aux nouvelles technologies, Sud réclame de l'Etat qu'il soit garant de l'intérêt général.